

ASSOCIATION ESPACE C2B – CRIA 45

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**



SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 400 000 €

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de la région d'Orléans et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes du ressort de la compagnie régionale des commissaires aux comptes d'Orléans

SIÈGE SOCIAL : 51-55 boulevard de Châteaudun - BP 36 - 45016 ORLEANS CEDEX 01 - 350 515 854 RCS Orléans - FR 62350515854
Tél. 02 38 54 54 74 - Fax : 02 38 54 27 03 - www.groupechd.fr

ESPACE C2B – CRIA 45
Siège social : 3, rue Edouard Branly
45100 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ESPACE C2B – CRIA 45 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ESPACE C2B à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport ».

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations



En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Subventions

Les subventions comptabilisées au titre de l'exercice 2024 s'élèvent à 608 874 euros.

Au 31 décembre 2024, l'association dispose de subventions à recevoir pour 421 907 euros.

Nos travaux ont consisté à contrôler la réalité et le rattachement des subventions à la bonne période.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas détaillées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction relatives à l'audit des comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La date d'émission de notre rapport correspond à la date de réception des informations nécessaires à la formation de notre opinion.



Fait à ORLEANS, le 25 avril 2025

La Commissaire aux comptes

CHD AUDIT VAL DE LOIRE , représenté par

HELENE PARADIS

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	538	538		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 680	1 428	252	588
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	70 867	60 008	10 860	8 220
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	73 086	61 974	11 112	8 808
Comptes de liaison				
ACTIF CIRCULANT				
II				
Stocks et encours	513		513	
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 201		22 201	74 568
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	435 487		435 487	502 504
Valeurs mobilières de placement	175 000		175 000	75 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	255 048		255 048	230 326
Charges constatées d'avance	2 955		2 955	3 606
TOTAL III	891 203		891 203	886 005
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
IV				
V				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	964 289	61 974	902 315	894 813

Bilan Passif

	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	225 071	225 071
Autres réserves		
Report à nouveau	30 530	41 959
Excédent ou déficit de l'exercice	16 076	-11 429
Situation nette	271 678	255 601
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	4 879	2 821
Provisions réglementées		
TOTAL I	276 556	258 423
Comptes de liaison		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	135 082	70 223
TOTAL III	135 082	70 223
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	7 859	6 621
TOTAL IV	7 859	6 621
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 322	34 946
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	82 342	74 654
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	23 091	15 912
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	268 063	434 035
TOTAL V	482 817	559 546
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	902 315	894 813

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	416	426
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	7 057	
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	171 287	167 928
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	608 874	301 563
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		457
Mécénats	28 000	20 000
Legs, donations et assurances-vie		3 200
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 832	4 681
Utilisations des fonds dédiés	70 223	39 434
Autres produits	282	435
TOTAL I	891 971	538 124
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	7 551	
Variation de stocks	-513	
Autres achats et charges externes	341 892	129 848
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	7 004	3 972
Salaires et traitements	304 875	263 895
Charges sociales	82 167	77 953
Dotations aux amortissements et dépréciations	5 508	6 691
Dotations aux provisions	1 238	2 359
Reports en fonds dédiés	135 082	70 223
Autres charges	59	2 460
TOTAL II	884 863	557 400
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	7 108	-19 276
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	6 411	4 023
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	6 411	4 023
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	6 411	4 023
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	13 519	-15 253

Compte de résultat (Suite)

	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	2 558	3 824
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	2 558	3 824
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL VI		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 558	3 824
Participations des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	900 940	545 971
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	884 863	557 400
EXCEDENT OU DEFICIT	16 076	-11 429
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	52 197	38 003
Bénévolat	13 010	7 391
TOTAL	65 207	45 394
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	52 197	38 003
Prestations en nature		
Personnel bénévole	13 010	7 391
TOTAL	65 207	45 394

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 902 315 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 16 076 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité : Développer à l'échelle départementale une assistance pédagogique auprès des acteurs intervenant dans le champ des savoirs de base et dans les domaines connexes :

- sensibiliser les acteurs, élus, institutionnels aux enjeux et au phénomène de l'illettrisme ;
- réaliser des diagnostics ;
- positionner les personnes en amont des parcours de formation ;
- former les formateurs, médiateurs, enseignants... ;
- proposer des ressources documentaires (tous supports) ;
- évaluer les actions de formation ;
- faire de la recherche pédagogique, capitaliser, mutualiser et diffuser les bonnes pratiques. La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Parmi les missions, 4 sont d'ordre général et communes à tous les CRIA :

- une mission d'information pour tout public, notamment via la réponse au numéro vert,
- une mission d'animation et d'appui technique (information et sensibilisation des acteurs, mise en réseau sur le territoire, conseil)
- une mission de capitalisation, de production et de diffusion des ressources documentaires et pédagogiques ;
- une mission d'observation de l'évolution des situations d'illettrisme ;

En Région Centre Val de Loire, l'action des 6 CRIA est étendue à l'ensemble des problématiques linguistiques (Alphabétisation - FLE).

Les moyens mis en œuvre :

Concrètement cela se traduit par :

- Des actions de sensibilisation
- Un programme de professionnalisation
- Des ateliers d'accompagnement
- Un centre d'évaluation des compétences et d'aide à l'orientation
- Un centre d'examen pour la délivrance d'attestations et de certifications
- La compilation et la création de ressources
- La cartographie des offres de formation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques



En 2022, un marché public a été ouvert pour 3 ans entre l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration) et l'ensemble des CRIA 18, 28, 36, 37, 41 et 45.

L'objet de ce marché est : "Positionnement linguistique et certification dans le cadre du parcours d'intégration républicaine".

L'ensemble des CRIA ont désigné le CRIA45 - ESPACE C2B comme mandataire du marché. Ainsi, en tant que mandataire, le CRIA45 facture l'ensemble des prestations réalisées dans le cadre du marché à l'OFII et en collecte le paiement total. Chacun des CRIA facture au CRIA45 les prestations qu'ils ont eux-mêmes réalisés. Une partie du budget global est allouée au CRIA45 au titre de sa gestion administrative.

Afin de conserver une image fidèle de l'activité réelle du CRIA45- ESPACE C2B, il a été comptabilisé en produits d'exploitation seulement la partie du marché se rapportant à la structure. Le marché concernant les autres CRIA ont été comptabilisés en 467000.

Le marché global représente une facturation de 155 843 euros. La part concernant le CRIA45-ESPACE C2B est de :

- Plateformes de positionnement linguistique OFII : 26 925 €
- Frais d'examens OFII : 11 000 €
- Frais administratifs : 10 789 €

A compter du 01/11/23, l'association ESPACE C2B a repris à la suite du CRI PACA la gestion et le pilotage de l'action nationale DOC EN STOCK menée avec 10 autres CRIA du territoire.

Cette action est subventionnée par la DIAN jusqu'au 31/10/25. A ce titre, la totalité de la subvention correspondante a été constatée dans les comptes de l'association, et sera reversée selon appels de fonds aux autres CRIA intervenant sur l'action, ainsi qu'aux fournisseurs et prestataires pour règlement de leurs factures.

Ce changement modifie ainsi la lecture des comptes puisque seule la part correspondant au temps de travail et d'intervention sur l'action était constatée comptablement, alors que le montant total de la subvention pour l'ensemble du projet figure aujourd'hui dans les comptes, ainsi que les achats et frais engagés pour mener à bien l'action.

Subvention 2024 : 213 413 €
 Subvention à recevoir : 177 844 €
 Frais et honoraires : 205 607 €

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Matériel de transport 4 à 5 ans
- Matériel de bureau 3 et 10 ans
- Matériel informatique 3 ans
- Mobilier 5 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir. (à détailler)

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Engagements de départ à la retraite



Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 7 859 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés s'élèvent à la clôture de l'exercice à : 135 082 €

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature comprennent :

- la valorisation des locaux pour 31 903 € et des charges locatives liées pour 4 800 € (Mairie d'Orléans) ;
- la valorisation de contributions en nature pour 14 994 € (Orléans Métropole pour le Res'O)
- la valorisation de contributions en nature pour 500 € (Hublo)
- la valorisation du bénévolat avec un coût unitaire chargé estimé par nature de prestations effectuées pour un total de 13 010 €.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Rémunérations versées à certains dirigeants

Le montant global de la rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles est une rémunération individuelle. Par ailleurs, les membres des organes d'administration ne sont pas rémunérés pour ces fonctions.

Rémunération des commissaires aux comptes

FITECO
55 Boulevard de Chateaudun BP 36
45016 ORLEANS CEDEX 1

Le montant des honoraires est de 3 499 euros pour l'exercice 2024.



Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	538		
TOTAL	538		
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions	1 680		
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport	11 749		
- De bureau et informatique, mobilier	51 306		7 812
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	64 735		7 812
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	65 274		7 812
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			538
TOTAL			538
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			1 680
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			
- De transport			11 749
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			59 118
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			72 547
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL			73 086

'Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels'

 - 10 -

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles				538			538
TOTAL				538			538
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				1 092	336		1 428
Installations techniques, matériel et outillage industriel							
Installations générales, agencements et aménagements divers							
Matériel de transport				11 051	698		11 749
Matériel de bureau et informatique, mobilier				43 784	4 475		48 259
Emballages récupérables et divers							
TOTAL				55 927	5 508		61 436
TOTAL GENERAL				56 466	5 508		61 974
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises		Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GENERAL							
DOTATIONS NON VENTILEES		REPRISES NON VENTILEES		TOTAL GENERAL NON VENTILE			
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices				Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	22 201	22 201	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	421 907	421 907	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	13 579	13 579	
Charges constatées d'avance	2 955	2 955	
TOTAL	460 642	460 642	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire



Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	109 322	109 322		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	28 584	28 584		
Sécurité sociale et autre organismes sociaux	47 277	47 277		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 480	6 480		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	23 091	23 091		
Produits constatés d'avance	268 063	268 063		
TOTAL	482 817	482 817		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	225 071		225 071		225 071
Report à nouveau	41 959	-11 429			30 530
Excédent ou déficit de l'exercice	-11 429	11 429	16 076		16 076
Situation nette	255 601		241 147		271 678
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	2 821		4 616	2 558	4 879
Provisions réglementées					
TOTAL	258 423		245 763	2 558	276 556

Commentaire



Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
RESO	5 999		5 999				
VRL	1 000		1 000				
CITE EDUCATIVE	8 660		8 660				
DOCENSTOCK	16 718		16 718				
EVALOR	37 846		37 846				
MIN CULTURE					10 000	10 000	
AG2R					2 119	2 119	
DOCENSTOCK					29 007	29 007	
RESO CPER					45 000	45 000	
ANCT GIEN					3 600	3 600	
COM GIEN					797	797	
CVL CTAI					2 760	2 760	
VRL					2 000	2 000	
RESO FNE					22 917	22 917	
ANCT PITHIVIERS					2 427	2 427	
VILLE PITHIVIERS					450	450	
RESO ATELIER					14 005	14 005	
TOTAL	70 223		70 223		135 082	135 082	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex. Utilisées	Non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Provisions pour risques et charges					
- litiges					
- amendes et pénalités					
Provisions pour risques					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices					
Autres provisions pour risques et charges	6 621	7 859	6 621		7 859
TOTAL II	6 621	7 859	6 621		7 859
Provisions pour dépréciations					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation					
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients					
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
Total III					
TOTAL GENERAL (I+II+III)	6 621	7 859	6 621		7 859
Dont dotations et reprises :		7 859	6 621		
- d'exploitation					
- financières					
- exceptionnelles					

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	43 934	32 306
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	38 821	30 951
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	82 754	63 258

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2024	Exercice clos le 31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 950	500
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	632	695
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités	1 930	895
TOTAL	10 512	2 090

Commentaire



Produits et charges constatés d'avance

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	268 063	434 035
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		268 063	434 035

Commentaire

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	2 955	3 606
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		2 955	3 606

Commentaire



Transferts de charges

Nature des transferts de charges	Montant
Remboursement prévoyance	1 516
Remboursement formation	840
ASP CUI	3 476
Total	5 832

Commentaire



Détail du résultat exceptionnel

Détail du résultat exceptionnel	Solde		Variation	
	31/12/2024	31/12/2023	Montant	%
Produits Exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 557.78	3 824.16	-1 266.38	-33.11
77700000 QUOTE P SUBV INVEST VIR AU RES	2 557.78	3 824.16	-1 266.38	-33.11
Reprises sur provisions et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS	2 557.78	3 824.16	-1 266.38	-33.12
Charges Exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
TOTAL DES CHARGES				
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 557.78	3 824.16	-1 266.38	-33.12

Commentaire



ASSOCIATION ESPACE C2B – CRIA 45

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024**

 **commissaire
aux comptes**



SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE AU CAPITAL DE 400 000 €

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de la région d'Orléans et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes du ressort de la compagnie régionale des commissaires aux comptes d'Orléans

SIÈGE SOCIAL : 51-55 boulevard de Châteaudun - BP 36 - 45016 ORLEANS CEDEX 01 - 350 515 854 RCS Orléans - FR 62350515854
Tél. 02 38 54 54 74 - Fax : 02 38 54 27 03 - www.groupechd.fr

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2024**

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.



Fait à ORLEANS, le 25 avril 2025

Le Commissaire aux comptes

CHD AUDIT VAL DE LOIRE, représenté par

HELENE PARADIS
